



Le soutien public aux mesures privilégiant l'emploi surpassé les ambitions des politiques

Geplaatst op donderdag 30 mei 2013 | 

 SHARE

28 mai 2013 : Le soutien public écrasant en faveur de politiques axées sur la création d'emploi, le développement de nouvelles industries et la réduction du chômage et des inégalités est en contradiction avec les politiques des gouvernements, d'après un nouveau sondage d'opinion publique entrepris par les syndicats internationaux.

Selon les prévisions, le nombre de chômeurs dans le monde devrait bientôt dépasser 200 millions, dont 48 millions rien que dans les pays de l'OCDE. Les jeunes femmes et hommes sont particulièrement marqués par la crise. À niveau mondial, plus de 74 millions de jeunes de moins de 25 ans sont actuellement sans emploi.

Le chômage des jeunes, qui atteint 56 pour cent en Espagne et 38 pour cent au Portugal, est extrêmement alarmant. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le chômage des jeunes dans l'UE se maintiendra au-dessus de 17 pour cent jusqu'à 2015.

Selon les résultats des sondages d'opinion publique sur les politiques de création d'emploi dans 13 pays, dont sept sont des pays membres de l'OCDE (Belgique, Canada, France, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis) :

- 92% des personnes interrogées soutiennent l'investissement public dans l'éducation, la recherche et les nouvelles technologies ;
- 87% des personnes interrogées soutiennent l'investissement public dans l'énergie propre et les industries liées à l'environnement ;
- 85% des personnes interrogées sont favorables aux politiques de prévention de l'évasion fiscale visant les grandes entreprises et les multinationales.

« Les politiques de création d'emploi, allant de l'augmentation des investissements gouvernementaux et publics dans les nouvelles technologies et l'énergie propre aux mesures de lutte contre l'évasion fiscale transnationale recueillent un soutien public massif », a déclaré Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale.

Les syndicats internationaux ont soumis à la considération des ministres un plan d'action en neuf points qui inclut des mesures de coordination pour impulser le processus de relance à travers un investissement accru dans la création d'emploi, l'infrastructure, la croissance verte et le développement durable.

« Il est urgent pour l'OCDE de revoir ses politiques, de se départir de l'austérité et de répondre à la crise de l'emploi selon une approche qui restaure la foi et la confiance des familles de travailleurs.

« L'investissement dans les nouvelles technologies, l'énergie propre et les industries liées à l'environnement est à même de rassurer les gens sur le fait que nous sommes en train de prendre des mesures pour créer un futur avec des emplois », a dit Richard Trumka, président de l'AFL-CIO.

Les syndicats ont appelé à l'élaboration d'un programme d'emploi coordonné, financé à travers l'élimination des échappatoires liées à l'impôt sur les sociétés et l'investissement dans l'infrastructure, notamment dans l'économie verte.

D'après John Evans, secrétaire général de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE, l'OCDE est mandatée par le G20 à proposer des recommandations politiques contre les régimes fiscaux qui permettent à des sociétés multinationales de payer cinq pour cent à peine d'impôt sur les sociétés alors que des petites entreprises doivent payer à hauteur de 30 pour cent.

« Cinq ans après le début de la crise économique, la menace posée par les paradis fiscaux n'a pas disparu. Nous avons besoin d'actions, pas de belles paroles », a dit M. Evans.

La Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres se tiendra les 29 et 30 mai 2013.

La déclaration de la CSC-OCDE à la Réunion ministérielle de l'OCDE est accessible sur www.tuac.org



**Sondage
d'opinion
mondiale de la
CSI 2013**

Pour de plus amples informations concernant le sondage d'opinion mondial de la CSI 2013, veuillez contacter Gemma Swart gemma.swart@ituc-csi.org.